Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Areva-fuite-en-avant-malgre-la-faillite-46358

25 juillet 2015

Areva : fuite en avant malgré la faillite

Analyse

Proche de la banqueroute, Areva va voir son activité réacteurs reprise en partie par EDF. Tous les moyens sont bons pour sauver le soldat Areva… au risque de faire payer la facture aux contribuables, aux consommateurs et aux travailleurs du nucléaire.



Des difficultés prévisibles

4,8 milliards d'euros de perte en 2014, 5,8 milliards d'euros de dettes, une action qui a perdu 90% de sa valeur de 2007 : Areva ne s'est jamais si mal portée. N'en déplaise aux médias, qui semblent tomber des nues après avoir encensé le mastodonte atomique pendant des années, cette quasi-faillite se dessinait depuis longtemps. Choix stratégiques désastreux, problèmes récurrents sur les chantiers des EPR normands et finlandais, achat irrationnel d'Uramin, cet ensemble de gisements d'uranium africain dont la valeur a dû être totalement dépréciée : depuis des années, les erreurs s'accumulaient. Et la catastrophe de Fukushima n'a fait qu'accélérer le phénomène : les prévisions de commandes ambitieuses d'Areva ignoraient un déclin du nucléaire qui était déjà à l'œuvre bien avant 2011.

Et la situation ne promet pas de se redresser. Si l'on excepte les négociations en cours depuis 5 ans avec l'Inde, les commandes de réacteurs sont en berne. Le projet de vente de deux EPR à la Grande-Bretagne, auquel participait Areva, est compromis par la plainte déposée par l'Autriche devant la Cour de Justice Européenne. Quant à l'Atmea, ce projet de réacteur EPR "low-cost" ou "optimisé" (c'est selon), il n'existe encore que sur le papier et aucun pays n'en a encore acheté. Surtout, les défauts décelés sur la cuve de l'EPR de Flamanville, dévoilés par l'Autorité de sûreté nucléaire en avril dernier mais connus d'Areva depuis 9 ans, pourraient décrédibiliser encore plus la firme, dissuadant ses potentiels clients de lui accorder la moindre confiance. Et si EDF en est réduite à faire démonter la cuve défectueuse (ce qui pourrait condamner l'ensemble du chantier), elle pourra se retourner contre Areva qui l'a forgée.

Un jeu de meccano aux conséquences lourdes

Areva aurait besoin de 7 milliards d'euros pour se remettre à flot. Indirectement actionnaire à plus de 85% d'Areva, l'État s'est lancé dans une hasardeuse tentative de sauvetage. Une recapitalisation est prévue dont le coût sera indirectement pris en charge par les Français, contribuables et consommateurs. Areva sera séparée en deux entités, l'une dédiée à la fourniture et au retraitement du combustible et l'autre à la construction et la maintenance des réacteurs. EDF doit devenir actionnaire majoritaire de cette dernière.

Il y a cependant lieu de craindre qu'Areva n'entraîne EDF dans sa chute. Elle-même endettée à hauteur de 34 milliards d'euros, EDF doit déjà faire face à la hausse des coûts de fonctionnement des centrales et au montant démesuré des travaux prévus pour la prolongation du parc nucléaire au-delà de 40 ans, évalué entre 55 et 250 milliards. Pour compenser ce mariage forcé - qui lui a déjà valu une dégradation de sa note par Standard & Poors, EDF a déjà demandé une hausse des prix de l'électricité de 2,5% par an sur trois ans. Les consommateurs apprécieront.

Un sauvetage qui sacrifie les travailleurs et la sûreté

Sommée de réaliser un milliard d'euros d'économies d'ici à 2017, Areva compte sur "différents leviers : l'emploi, la rémunération, l'organisation de la production et du temps de travail ». L'entreprise, qui emploie 44 000 personnes dans le monde, envisage 6000 suppressions de postes, dont 3000 à 4000 en France.

Des "licenciements secs" ne sont en théorie pas prévus (bien qu'aux dires des syndicats, certains soient déjà programmés… dans les énergies renouvelables !).Areva compte sur des départs volontaires et les départs en retraite. Mais en termes de sûreté, le non-remplacement de salariés expérimentés et bien informés des risques liés à la radioactivité ne sera pas sans conséquences. À l'usine Areva de La Hague, où Areva prévoit de supprimer 500 postes sur 3100, sans compter de nombreuses suppressions d'emplois chez les sous-traitants, les syndicats redoutent une dégradation

des conditions de travail et des impacts sur la sûreté du site. Alors que, sur l'ensemble des installations nucléaires, les problèmes dûs à une maintenance effectuée à la va-vite se multiplient, il est en effet justifié de redouter les impacts d'une gestion à l'économie d'un des sites industriels les plus dangereux d'Europe !

L'Autorité de sûreté s'inquiète également de la situation financière d'Areva [1], pointant des problèmes supplémentaires en termes de sûreté : sommée d'effectuer des économies, comment Areva compte-t-elle réaliser la reprise de déchets mal stockés à l'usine de La Hague ? Et comment mènera-t-elle à bien certains chantiers de démantèlement complexes qui se profilent dans les années à venir sur ce site - sans compter celui de l'usine d'enrichissement Eurodif, sur le site de Pierrelatte ?

La fuite en avant continue

Un tel bilan ne devrait appeler qu'une conclusion : engager la sortie du nucléaire en urgence, anticiper la fermeture des installations et prévoir la reconversion des travailleurs du secteur avant qu'une catastrophe industrielle ne se profile - à défaut d'un accident… Mais le dogme nucléaire reste pour l'instant intangible. La France continue à espérer caser des centrales, quitte à faire des courbettes aux régimes les moins fréquentables, comme l'Arabie Saoudite ou l'Egypte. Et alors que le "retraitement" du combustible nucléaire n'est plus plébiscité par aucun pays, Areva prévoit l'extension de son usine de La Hague [2].

Dans un rapport parlementaire publié en juillet, les députés Marc Goua (PS) et Hervé Mariton (LR) mettent certes en avant les dérapages d'Areva et s'inquiètent des risques du rapprochement avec EDF. Mais pas question de remettre en question une filière en chute libre pour les parlementaires, qui continuent de se projeter dans un avenir radieux : "le renouvellement du parc nucléaire à venir – environ 30 nouveaux réacteurs d'ici 2050 – est une occasion unique pour renforcer le savoir-faire français et soutenir la filière nationale, tout en répondant aux besoins énergétiques futurs de notre pays". Et s'ils préconisent de mettre fin à certaines activités du groupe… il s'agit alors des énergies renouvelables ! Alors que ces dernières dépassent désormais le nucléaire dans de nombreux pays, la France continue de s'accrocher à une énergie du passé. "La particularité de l'industrie nucléaire, c'est qu'elle est incapable de penser sa fin », note Yves Marignac, du cabinet WISE Paris, auteur d'un rapport sur la situation financière d'Areva pour le compte de Greenpeace. « En toile de fond, la France est en train de passer industriellement à côté de la révolution énergétique".

Au final, la remise en question se fait attendre… mais les difficultés financières d'Areva servent d'alibi au lobby nucléaire lui-même ! Le 9 juillet, elles furent invoquées par le député de l'Isère François Brottes pour justifier l'ajout en dernière minute dans la loi Macron… d'un amendement permettant d'accélérer la mise en place de CIGÉO, ce projet de poubelle radioactive destinée à accueillir, à 500 mètres sous terre, les déchets les plus dangereux [3] !

Charlotte Mijeon

Deux rapports récents pour en savoir plus :

- *État des lieux 2015 de l'industrie nucléaire dans le monde*, Mycle Schneider et Anthony Frogatt, juillet 2015
- *Nucléaire français, l'impasse industrielle*, WISE Paris, juin 2015 :